

Burundi : Ralentissement des activités suite à un mouvement de grève générale

PANA, 27 mars 2012 Bujumbura, Burundi - Les activités ont tourné au ralenti, mardi, au Burundi, suite à une grève générale d'une journée initiée par les principaux syndicats nationaux pour protester contre la "vie chère", a constaté la PANA à Bujumbura. Le commerce, les industries, les transports en commun, les écoles, les hôpitaux et certaines administrations publiques ont été perturbés par l'appel à la grève du Syndicat des travailleurs du Burundi (COSYBU) de la Centrale syndicale du Burundi (CSB).

Le gouvernement qualifiait, la veille encore, l'appel à la grève d'illégal et promettait, en plus, des sanctions administratives à l'encontre des fonctionnaires dont l'absence au service aura été constatée. Le pouvoir burundais même temps, tenta d'apaiser les esprits, en expliquant que la cherté de la vie dans le pays est en partie liée à la crise financière mondiale, avant d'appeler les travailleurs à redoubler plutôt d'efforts pour sortir le pays du marasme économique actuel. Un dialogue de sourds caractérise pour le moment les deux parties au conflit social et les syndicats continuent à réclamer, pour commencer, le gel des récentes hausses des prix de la Régie nationale de production et de distribution de l'eau et l'électricité (REGIDESO). Les deux syndicats à l'origine du mouvement de grève font savoir, à l'appui, qu'à partir du 1er mars dernier, le citoyen de la catégorie des ménages paie 4,67 fois le prix de l'eau et le prix de l'électricité qu'il payait il y a à peine six mois. L'autre point de revendication porte sur le retour à la loi portant institution de l'impôt sur le revenu de certains cadres politiques, qui avait été rejeté en première lecture par l'Assemblée nationale du Burundi en décembre. Les syndicats demandent enfin la mise sur pied d'un cadre de dialogue chargé d'étudier toutes les questions relatives à la cherté de la vie dans le pays.